

**Personne publique**

France Education international (FEI)

1, avenue Léon Journault

92318 Sèvres cedex

Adresse Internet (URL) : [www.france-education-international.fr](http://www.france-education-international.fr)

Etablissement public national à caractère administratif créé par le décret n°87-325 du 12 mai 1987, régi par les articles R314-51 et suivants du code de l'Éducation, placé sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale

**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)  
Marché public de services n° 25-30  
en date du 10/09/2025**

**OBJET DU MARCHE**

**Prestations de services pour garantir l'équivalence du baccalauréat français international section britannique aux standards britanniques et assurer sa reconnaissance auprès des établissements de l'enseignement supérieur britannique**

Code CPV :

800000000-4 Service d'enseignement et de formation

## Sommaire

<b>I. GENERALITES</b>	4
1.1. Objet du marché	4
1.2. Procédure et forme du marché	4
1.3. Durée du présent marché	4
1.4. Délais d'exécution	4
1.5. Dispositions générales	4
1.6. Forme des notifications et informations	4
1.7. Modalités de computation des délais	4
1.8. Représentation du pouvoir adjudicateur	4
1.9. Représentation du titulaire	5
1.10. Sous-traitance des marchés de services	5
1.11. Respect des clauses contractuelles	5
1.12. Protection de la main d'œuvre et clause sociale	5
1.13. Pièces contractuelles	6
<b>II. CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS ATTENDUES</b>	6
2.1. Dispositions générales	6
2.2. Modalités d'exécution du marché	7
2.3. Frais de déplacement, d'hébergement et de restauration	7
<b>III. OPERATIONS DE VERIFICATION – ADMISSION – SUIVI QUALITE</b>	8
3.1. Admission des prestations	8
3.2. Suivi de la qualité des prestations	8
<b>IV. DELAIS D'EXECUTION ET PENALITES</b>	8
Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	8
<b>V. OBLIGATIONS DES PARTIES</b>	9
5.1. Obligations générales des parties	9
5.2. Obligations du titulaire	9
5.3. Obligations de FEI	10
<b>VI. ENGAGEMENTS EN MATIERE DE DEPLACEMENTS DURABLES</b>	10
<b>VII. CONFIDENTIALITÉ, SECRET PROFESSIONNEL, SÉCURITÉ DE L'INFORMATION</b>	10
7.1. Confidentialité et secret professionnel	10
7.2. Sécurité de l'information	11
7.3. Protection des données à caractère personnel	11
7.4. Propriété intellectuelle	12
<b>VIII. TARIF DES PRESTATIONS</b>	12
8.1. Caractéristiques des prix	12
8.2. Modalités de révisions des prix	12
<b>IX. DEMANDES DE PAIEMENT ET REGLEMENT</b>	13
9.1. Remise de la demande de paiement	13
9.2. Périodicité des factures	14
9.3. Mode de règlement	14
9.4. Intérêt moratoire	14
9.5. Avance versée au titulaire	14
9.6. Acomptes	14
<b>X. CLAUSE DE REEXAMEN</b>	15
<b>XI. PRESTATIONS SIMILAIRES</b>	15
<b>XII. ASSURANCES</b>	15
<b>XIII. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER</b>	15
<b>XIV. RESILIATION</b>	15
<b>XV. DIFFERENDS ET LITIGES</b>	16
15.1. Règlement amiable	16
15.2. Procédure contentieuse	16
<b>XVI. DEROGATIONS CCAG</b>	16

## DEFINITIONS

Au sens du présent document :

- le « **pouvoir adjudicateur** » est la personne publique morale qui conclut le marché avec le titulaire ;

Le présent marché est conclu au nom de :

France Éducation international (FEI)

1, avenue Léon-Journault

92318 Sèvres cedex

Etablissement public national à caractère administratif créé par le décret n°87-325 du 12 mai 1987, régi par les articles R314-51 et suivants du code de l'Éducation, placé sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale.

dénommé ci-après **FEI**, « **l'établissement** », « **la personne publique** » ou « **le pouvoir adjudicateur** »

- le « **titulaire** » ou « **prestataire** » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » ou « prestataire » désigne les membres du groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire ;

- la « **notification** » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. La date de réception qui peut être mentionnée sur un récépissé, est considérée comme la date de la notification ;

- les « **prestations** » désignent les services selon l'objet du marché ;

- l'« **admission** » est la décision, prise après vérifications, par laquelle le pouvoir adjudicateur reconnaît la conformité, sans réserve, des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut attestation de service fait ;

- les « **réserves** » sont l'ensemble des constatations de non-conformité aux stipulations du marché, faites lors des vérifications préalables à l'admission, qui sont portées à la connaissance du titulaire et qui font obstacle au prononcé de la décision d'admission par le pouvoir adjudicateur. En cas de réserves, la décision d'admission est ajournée ou prononcée avec une réfaction du prix ;

- l'« **ajournement** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui a émis des réserves, mais qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections à opérer par le titulaire ;

- la « **réfaction** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état ;

- le « **rejet** » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

## **I. GENERALITES**

### **1.1. Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de services pour garantir l'équivalence du baccalauréat français international section britannique (BFI britannique) aux standards britanniques et assurer sa reconnaissance auprès des établissements de l'enseignement supérieur britannique.

Le marché concerne les sessions 2026, 2027 et 2028 du BFI britannique qui se déroulent au mois de juin de chaque année.

### **1.2. Procédure et forme du marché**

Le présent marché est passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions de l'article R. 2124-2 du Code de la commande publique. Il prend la forme d'un marché ordinaire à prix forfaitaire, régi par les articles R. 2111-1 et suivants du même code.

Le présent marché est conclu à prix forfaitaire, conformément à l'article R.2112-6 du Code de la commande publique.

Le montant forfaitaire du marché est fixé à l'acte d'engagement signé par les parties. Ce montant rémunère la totalité des prestations prévues au marché, exécutées conformément aux stipulations du cahier des charges.

L'opération ne fait l'objet d'aucun allotissement. Ce choix est motivé par le caractère homogène des prestations concernées.

### **1.3. Durée du présent marché**

Le présent marché est conclu pour une durée ferme **d'un (1) an** à compter de la date de sa notification au titulaire. Il est reconductible **deux (2) fois** pour une durée **d'un (1) an**.

La reconduction est tacite. Le titulaire ne peut pas s'y opposer. Si l'acheteur ne désire pas reconduire le marché, il en informe le titulaire par tout moyen permettant une traçabilité au moins **deux (2) mois** avant la date de fin de la période en cours.

### **1.4. Délais d'exécution**

Les exigences en termes de délais figurent dans le CCTP et sont éventuellement complétées par des engagements du titulaire dans son offre.

### **1.5. Dispositions générales**

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution du marché.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

### **1.6. Forme des notifications et informations**

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai est faite soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.

### **1.7. Modalités de computation des délais**

Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai. Un délai fixé en jours calendaires inclut les samedis, dimanches et jours fériés.

### **1.8. Représentation du pouvoir adjudicateur**

Dès la notification du marché, le pouvoir adjudicateur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le pouvoir adjudicateur.

#### **1.9. Représentation du titulaire**

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

#### **1.10. Sous-traitance des marchés de services**

Les règles relatives à la sous-traitance sont fixées par le chapitre II (article 133 et suivants) du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le titulaire, qui veut sous-traiter une partie des prestations du marché, doit déclarer chaque sous-traitant. L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire du marché reste responsable de la bonne exécution des services du sous-traitant devant FEI.

#### **1.11. Respect des clauses contractuelles**

Les stipulations des documents contractuels du marché expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord exprès de FEI.

#### **1.12. Protection de la main d'œuvre et clause sociale**

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

### **1.13. Pièces contractuelles**

Le marché est constitué des documents énumérés ci-dessous.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre décroissant ci-après :

- l'acte d'engagement n° 25-30 et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le bordereau de prix du marché : annexe financière à l'acte d'engagement 25-30 ;
- le cahier des clauses administratives particulières n°25-30 (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières n°25-30 (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales des fournitures et services (CCAG-FCS) annexe de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- les bons de commande émis au titre de l'exécution du présent marché ;
- les décisions ou informations notifiées au titulaire et faisant courir un délai ;
- les éventuels ordres de service.

#### *Pièces à remettre au titulaire - Cession ou nantissement des créances*

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG et, plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle. Le pouvoir adjudicateur remet également au titulaire, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

Les règles relatives à la cession ou au nantissement sont fixées par les articles 127 et suivants du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux des marchés publics.

#### *Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché*

Après sa conclusion le marché peut éventuellement être modifié par avenant ou par décision de poursuivre.

## **II. CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS ATTENDUES**

### **2.1. Dispositions générales**

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution du marché.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le marché concerne les sessions 2026, 2027 et 2028 du BFI britannique qui se déroulent en juin.

## **2.2. Modalités d'exécution du marché**

L'engagement du titulaire couvre l'intégralité des prestations décrites dans le CCTP et ses annexes, dans la limite des quantités et des prestations prévues.

Les prestations sont réalisées selon le **calendrier d'exécution** mis en place au démarrage du marché et actualisé au fur et à mesure des échéances.

Sauf circonstances exceptionnelles, aucune prolongation des délais d'exécution ne sera admise par l'acheteur.

Toute **modification du marché** (ex : changement de volume, ajout de prestations) fera l'objet d'un avenant, signé par les deux parties, conformément à l'article R. 2192-1 du Code de la commande publique.

## **2.3. Frais de déplacement, d'hébergement et de restauration**

### **2.3.1. Objet**

Les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration engagés par le prestataire et les deux inspecteurs délégués dans le cadre de l'exécution du présent marché sont forfaitairement inclus dans le prix global du marché. Aucun remboursement complémentaire ne sera effectué en dehors de ce forfait.

Le prestataire s'engage à optimiser ses dépenses et à privilégier les solutions les plus économiques et écoresponsables.

### **2.3.2. Périmètre des frais couverts**

Les frais couverts par le forfait incluent exclusivement :

- Les déplacements (transports en commun, covoiturage, véhicules de location, frais de carburant si justifié par le prestataire).
- L'hébergement (nuitées en hôtel ou équivalent, dans la limite des tarifs moyens du secteur public).
- La restauration (repas liés aux missions, dans la limite des plafonds fixés par la réglementation en vigueur pour les agents publics).

### **2.3.3. Modalités de prise en charge**

Le prestataire s'engage à privilégier les modes de transport les plus vertueux (télétravail, transports en commun, covoiturage, véhicules à faibles émissions), conformément à l'article VII – Engagements en matière de déplacements durables du présent CCAP.

Les frais doivent être nécessaires et raisonnables, en lien direct avec l'exécution du marché.

Le prestataire devra fournir, sur demande de l'acheteur, les justificatifs des dépenses engagées (factures, billets de transport, notes d'hôtel) à titre de contrôle, sans que cela ne donne lieu à un remboursement supplémentaire.

### **2.3.4. Exclusions**

Ne sont pas couverts par le forfait :

- Les frais de déplacement ou d'hébergement non liés à l'exécution du marché.
- Les frais personnels (ex : loisirs, dépenses non professionnelles).
- Les frais engagés sans accord préalable de l'acheteur pour les missions exceptionnelles.

### **2.3.5. Contrôle et sanctions**

L'acheteur se réserve le droit de vérifier la conformité des dépenses avec les règles du marché. Tout manquement aux obligations de sobriété ou de transparence pourra entraîner des pénalités (ex : retenue sur paiement, résiliation partielle).

### **III. OPERATIONS DE VERIFICATION – ADMISSION – SUIVI QUALITE**

#### **3.1. Admission des prestations**

Les opérations de vérification des livrables seront effectuées dans les conditions fixées aux articles 28 à 29 du CCAG-FCS par FEI, avec l'appui de la DREIC.

Suite aux vérifications, les décisions de réception, d'ajournement ou de rejet seront prises dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-FCS par le pouvoir adjudicateur.

#### **3.2. Suivi de la qualité des prestations**

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire met à la disposition de l'acheteur, un état d'avancement quantitatif et qualitatif permettant le suivi des prestations, et ce, par tout moyen.

Ces dispositions sont précisées à l'occasion de la réunion de lancement du marché organisée après notification. Elles sont actualisées selon les besoins au fur et à mesure de l'exécution, à la demande de l'acheteur comme du titulaire.

Un compte-rendu détaillé est rédigé et partagé entre toutes les parties prenantes.

### **IV. DELAIS D'EXECUTION ET PENALITES**

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable sont réglées par précompte sur les paiements à lui faire.

Lorsque le délai contractuel d'exécution des prestations est dépassé par le titulaire, celui-ci peut se voir appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R/100$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités

V = valeur des prestations concernées par le retard (impression et livraison sont indissociables)

R = nombre de jours ouvrés de retard

Le montant cumulé des pénalités exigibles est plafonné à 20 % de la valeur des prestations commandées au titre du marché.

Au-delà de 40 jours ouvrés de retard sur un bon de commande, la résiliation du marché peut être prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur sans mise en demeure préalable aux frais et risques du titulaire, les pénalités restantes acquises au pouvoir adjudicateur.

Aucune retenue n'est appliquée si le retard est dû à un cas de force majeure, à charge pour le titulaire de mettre la personne publique en mesure de le constater en temps utile.

#### **- Suspension des pénalités de retard**

Les pénalités sont suspendues pendant les délais laissés au titulaire pour faire part de ses observations en cas de décision par FEI d'ajournement, de réfaction ou de rejet. Elles continuent à courir pendant les délais laissés au titulaire pour présenter les modifications, en cas d'ajournement ou ses nouvelles prestations en cas de rejet.

#### **Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire**

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.



## **V. OBLIGATIONS DES PARTIES**

### **5.1. Obligations générales des parties**

Chaque partie :

- désigne un interlocuteur apte à la représenter ayant le pouvoir de prendre ou de faire prendre les décisions nécessaires à la bonne exécution des prestations,
- exécute de bonne foi les obligations mises à sa charge par le marché,
- assure la disponibilité, la coopération et la compétence de son personnel affecté au marché,
- fournit à l'autre partie les informations dont elle a connaissance pouvant avoir un impact sur la bonne exécution des prestations, telle que toute modification d'activité, de structure ou d'organisation susceptible d'avoir une incidence sur l'exécution des prestations et à répondre de manière diligente à toute question posée par l'autre partie,
- fournit à l'autre partie, en temps voulu, tous les éléments nécessaires pour que celle-ci puisse accomplir sa mission dans le respect des échéances.

### **5.2. Obligations du titulaire**

Le titulaire :

- réalise les prestations, objet du présent marché, conformément aux documents contractuels,
- est tenu à une obligation de résultats pour toute prestation assortie d'un délai (de livraison, de réalisation, de correction, etc.) et / ou de la production d'un livrable,
- fournit les prestations avec la compétence en vigueur dans la profession et conformément aux dispositions du marché et aux règles de l'art applicables dans son domaine de compétence,
- coordonne ses éventuels fournisseurs,
- s'engage à restituer tous les éléments matériels et documentaires mis à sa disposition pour la réalisation des prestations,
- doit alerter FEI sur tout événement dont il a directement ou indirectement connaissance pouvant affecter les prestations ou les engagements des Parties, y compris si cet événement est imputable à FEI,
- fournit toutes les ressources nécessaires à la bonne exécution du marché,
- s'engage à assumer la responsabilité de la qualité de service ;
- est tenu, en cas d'évolutions, de maintenir des conditions de service au moins égales à celles existant avant modification,
- est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandation de FEI dans le domaine faisant l'objet du marché. À ce titre, le titulaire doit fournir spontanément à FEI l'ensemble des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires, notamment en termes de qualité de service, de continuité d'exploitation et de mise à l'état de l'art et d'évolution. Les conseils à la charge du titulaire dans le cadre du marché doivent faire l'objet d'un rapport écrit remis à FEI, si FEI en fait la demande.

#### **> Disponibilité et réactivité du prestataire :**

- Le prestataire s'assure de la continuité de l'exécution afin de respecter les délais d'exécution. Il sera de sa responsabilité de prendre toutes les mesures nécessaires notamment en cas de défaillance de la (des) personne(s) habituellement chargée(s) des prestations.

- Le prestataire devra être joignable toute l'année.

Les contacts oraux et écrits entre le prestataire et FEI se feront exclusivement en français.

#### **> Qualité de la prestation**

- Le prestataire assure les contrôles dans les règles de l'art. Les points de contrôle mis en place et les modalités de mise en œuvre sont ceux indiqués dans son offre.

### **5.3. Obligations de FEI**

Dès la notification du marché et pour permettre au titulaire de réaliser les prestations lui incombant dans les délais qui lui sont impartis, FEI s'engage à :

- mettre à la disposition du titulaire les informations et documents nécessaires à la réalisation de sa mission ;
- avertir le titulaire, dans les meilleurs délais, des changements des personnels pouvant affecter les prestations à réaliser ;

L'acheteur accepte que le titulaire puisse faire état du fait qu'il assure une prestation pour son compte. Les informations énumérées se limitent à la raison sociale de FEI et à l'objet général du marché.

## **VI. ENGAGEMENTS EN MATIERE DE DEPLACEMENTS DURABLES**

Conformément aux engagements de l'État français en faveur de la transition écologique et de la responsabilité sociétale, notamment portés par le Pacte vert pour l'Europe, la loi de transition énergétique pour la croissance verte, et les objectifs de neutralité carbone à horizon 2050, les acteurs publics s'engagent à intégrer des pratiques durables dans l'ensemble de leurs activités. Le ministère de l'Éducation nationale et France Éducation international inscrivent leurs actions dans une démarche RSE ambitieuse, visant à réduire l'empreinte environnementale de leurs activités, y compris celle liée aux déplacements professionnels.

### **Obligations du titulaire**

Dans ce cadre, le titulaire du présent marché s'engage, pour tous les déplacements liés à son exécution, à privilégier les modes de transport les plus vertueux sur le plan environnemental, selon l'ordre de priorité suivant :

- Recourir en priorité au télétravail et à la visioconférence lorsque la nature des missions le permet ;
- Privilégier les transports terrestres et en commun (train, métro, tramway, bus) ;
- Utiliser le covoiturage ou l'autopartage ;
- Recourir aux véhicules électriques ou à faibles émissions ;
- Limiter au strict nécessaire l'usage des véhicules individuels thermiques.

Le titulaire devra, sur demande de l'acheteur public, fournir tout justificatif permettant de vérifier le respect de cette obligation.

## **VII. CONFIDENTIALITÉ, SECRET PROFESSIONNEL, SÉCURITÉ DE L'INFORMATION**

### **7.1. Confidentialité et secret professionnel**

Le titulaire qui, soit avant la notification, soit au cours de son exécution, a reçu la communication de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielles ces informations.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse et préalable du pouvoir adjudicateur, être communiqués à des tiers.

Il s'engage à ne pas divulguer les résultats de ses travaux sans l'autorisation expresse de la personne publique.

Toute infraction à l'obligation de discrétion et de confidentialité à laquelle il est tenu est passible de la mise en jeu de la responsabilité du titulaire et peut donner lieu à l'application des sanctions, et dans des cas aggravés, à des poursuites judiciaires.

De même, il s'engage à restituer ou à détruire à la demande du service émetteur tout document relatif au présent marché.

Il ne pourra pas faire référence au marché signé avec l'acheteur sauf autorisation préalable écrite expresse. Toutefois, il pourra citer l'acheteur de manière générale à titre de référencement auprès d'autres clients.

Le titulaire garantit à l'acheteur la conformité de ses prestations, aux obligations résultant de la Loi Informatique et Liberté :

- Les supports informatiques et documents fournis par l'acheteur au titulaire restent la propriété de l'acheteur.
- Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et celui de ses éventuels sous-traitants :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au marché, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent marché ;
- Et en fin de marché à restituer au titulaire tout document, image, fichier manuel ou informatisé et toute autre donnée relatifs aux prestations assurées.

À ce titre, le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'acheteur.

L'acheteur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut être également engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du nouveau code pénal.

L'acheteur pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

## **7.2. Sécurité de l'information**

Le titulaire doit informer son personnel que tous les documents ou informations portés à sa connaissance sont confidentiels et n'ont pas à être divulgués même au-delà du terme du marché. L'acheteur pourra exiger la signature d'un engagement individuel de confidentialité dans les cas qu'elle jugera sensibles.

## **7.3. Protection des données à caractère personnel**

Certaines données transmises par FEI au titulaire en application du présent marché constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

L'encadrement de la relation entre FEI et le titulaire du marché devra faire l'objet de clauses contractuelles dédiées selon le modèle défini par la CNIL ou une proposition du titulaire.

#### **7.4. Propriété intellectuelle**

Les dispositions des articles 34 à 37 du CCAG-FCS s'appliquent.

Compte-tenu de leur nature, tous les travaux réalisés dans le cadre de ce marché deviendront la propriété exclusive de l'acheteur qui aura seul le droit de les publier, de les reproduire par tous les moyens connus ou venant à être inventés, en totalité ou en partie, de les adapter et de les utiliser comme il l'entendra et de donner l'autorisation d'en tirer des citations, extraits étendus.

### **VIII. TARIF DES PRESTATIONS**

#### **8.1. Caractéristiques des prix**

Les prix sont forfaitaires. Ils sont établis hors taxe ou nets de taxe et en euros.

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont réglées par application des prix tels que mentionnés dans l'annexe financière de l'acte d'engagement n° 25-30 (bordereau de prix) ;

Les prix comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres afférentes aux prestations, le cas échéant, les frais postaux ou de livraison franco de port.

#### **Frais de déplacement et d'hébergement**

Les frais de déplacement et d'hébergement des inspecteurs délégués et du chef de projet doivent être **évalués de manière détaillée et chiffrée dans l'offre du candidat**. Ces frais, distincts des coûts de prestation, font l'objet d'une estimation forfaitaire par poste (transport, hébergement, repas) et par type de déplacement (national/international), en précisant les hypothèses retenues (ex : nombre de missions, durée moyenne, modes de transport privilégiés). Ils font l'objet d'un prix forfaitaire intégré à l'annexe financière. Le titulaire produira à l'appui de sa facture les justificatifs de ces frais de déplacement et d'hébergement.

#### **8.2. Modalités de révisions des prix**

Les prix sont fermes pour une période d'un (1) an, à compter de la date de notification du marché.

A la fin de la période initiale, et à la date d'anniversaire, les prix pourront être révisés selon les modalités prévues ci-dessous.

La formule de calcul pour la révision des prix est la suivante :

$$P = P_o \times (0.40 + 0.60 \times (I / I_o))$$

dans laquelle :

P = Prix HT révisé.

P<sub>o</sub> = Prix HT proposé par le titulaire dans son offre initiale.

I = Origine : Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

Indice de production dans les services - Autres activités de services (NAF rév. 2, niv. section poste S). Valeur de l'indice connue à la date de la proposition de révision des prix du titulaire.

I<sub>o</sub> = Valeur de l'indice I connue à la date de remise des offres.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La demande d'application de la révision incombera au titulaire. A l'appui d'un document récapitulant les prix révisés, le titulaire devra fournir obligatoirement les justificatifs des indices concernés par la formule de révision des prix, et publiés par les organismes concernés. Ces documents permettront à FEI de contrôler l'application de la formule de révision.

Conformément aux dispositions de l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Le prix révisé est arrondi au centième d'euros le plus proche.

#### Clause de butoir :

Sauf accord préalable du pouvoir adjudicateur (FEI) ou de son représentant, l'évolution des conditions de rémunération du(des) titulaire(s) du présent marché ne saurait, en aucun cas, conduire à une augmentation annuelle supérieure à 5 % des conditions tarifaires proposées lors de la consultation ou de la dernière révision tarifaire acceptée.

#### Clause de sauvegarde :

En cas de dépassement des 5 % ci-dessus, FEI se réserve le droit de résilier le présent marché sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

Les frais de déplacement et d'hébergement ne sont pas révisables, sauf application de l'article 13.4 du CCAG-FCS pour les événements imprévisibles, sous réserve du respect de l'article VI du présent CCAP.

## **IX. DEMANDES DE PAIEMENT ET REGLEMENT**

### **9.1. Remise de la demande de paiement**

#### ➤ Concernant la facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le(s) titulaire(s) peut(vent) s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> rubrique « nous contacter »

#### ➤ Mentions à faire figurer sur les factures

Outres les mentions légales, les factures comportent les indications suivantes :

- la date ;
- la référence du marché (accord-cadre) : MAR25-30 ;
- la référence du bon de commande ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- le numéro SIRET ;
- le détail des services exécutés (libellés, quantités, prix, dates de livraison/d'envoi)
- le montant total HT (hors taxes) ;
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total TTC (toutes taxes comprises).

- Toute facture non conforme à ces prescriptions sera immédiatement retournée, pour redressement des anomalies relevées, au titulaire qui ne pourra formuler aucune réclamation contre le retard apporté dans le règlement de la facture du fait de ce renvoi.

### **9.2. Périodicité des factures**

Les factures seront établies semestriellement et transmises à l'acheteur avant le 5 du mois suivant la période de prestation. Chaque facture devra être accompagnée des justificatifs d'exécution (rapports, preuves de réalisation, factures pour les déplacements, hébergements et repas) et faire référence au numéro du marché.

### **9.3. Mode de règlement**

Le paiement est effectué par virement administratif dans un délai de 30 jours, à compter de la date de réception de la facture à FEI (article R.2192-12 du Code de la commande publique).

Une suspension du délai de paiement peut être prononcée en cas d'erreur dans la facturation du fait du titulaire, signifiée par FEI par courrier recommandé avec avis de réception postal ou par courriel.

Le paiement des prestations ne peut s'effectuer qu'après vérification par FEI de la conformité entre la facture émise par le titulaire et les prestations réellement réalisées. A ce titre, FEI certifie « le service fait » sur la facture.

Les factures tiennent compte éventuellement de la prise en compte de réfections ou/et de l'application de pénalités.

### **9.4. Intérêt moratoire**

Cf. articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

### **9.5. Avance versée au titulaire**

Une avance est versée au titulaire, sauf si ce dernier y a renoncé dans l'acte d'engagement du présent marché.

Les règles relatives aux avances sont fixées par les articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique. Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R.2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

### **9.6. Acomptes**

Conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-36 du Code de la commande publique et aux stipulations du CCAG-FCS, le titulaire a droit au versement d'acomptes dans le cadre du présent marché.

Les paiements pourront être échelonnés sous forme d'acomptes, selon les modalités suivantes :

- Conditions de versement :

- Les acomptes seront versés à l'issue de chaque période de six (6) mois d'exécution des prestations.
- Chaque demande d'acompte devra être accompagnée des pièces justificatives permettant de constater l'état d'avancement des prestations :
  - rapport d'avancement détaillant les prestations réalisées.
  - preuves de réalisation (ex : rapports, factures).
  - facture intermédiaire faisant référence au numéro du marché.

- Montant et plafonds :

Le montant des acomptes versés semestriellement peut être au maximum de 50 % et 50 % pour le dernier trimestre à la réception définitive des prestations pour chaque année.

- Validation par l'acheteur :
  - Chaque acompte sera versé après validation écrite de la demande par l'acheteur (DIVSS et DAM par courriel).
  - Le solde sera payé après réception définitive des prestations et validation du marché.

Les acomptes seront réglés dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande complète et conforme.

## **X. CLAUSE DE REEXAMEN**

Conformément aux dispositions prévues à l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché introduit une clause de réexamen rendant possible :

> La modification du marché, réalisée dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG-FCS. Si des évolutions de nature à modifier les modalités d'exécution ou les prix des prestations objet du présent marché devaient intervenir, les parties pourront convenir d'un réexamen par voie de la modification des nouvelles conditions d'exécution financières et/ou opérationnelles du présent marché.

La modification issue de cette clause de réexamen ne peut avoir pour conséquence de modifier l'objet du marché ou les caractéristiques substantielles des prestations.

## **XI. PRESTATIONS SIMILAIRES**

Les prestations pourront donner lieu à un nouveau contrat, en application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, pour la réalisation de prestations similaires qui seront exécutées par l'attributaire du présent contrat dans les conditions suivantes :

- > L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent accord-cadre.
- > La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## **XII. ASSURANCES**

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-FCS.

## **XIII. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER**

En cas de litige lié à l'interprétation, l'exécution ou la résiliation du marché, le droit français est seul applicable. Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent. Tous les documents, factures, modes d'emplois, documentation, correspondances doivent être rédigés en langue française.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA, conformément à la réglementation en vigueur concernant la TVA intra-communautaire.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

## **XIV. RESILIATION**

### **14.1. Application du chapitre 7 du CCAG-FCS**

En cas d'inexactitude des documents et renseignements fournis à l'appui de la candidature ou de l'offre ou du refus de produire les pièces prévues à l'article D.8222-5 du code du travail conformément au III de l'article 51 du même décret, le marché sera résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité dans les conditions de l'article 41.1 du CCAG-

FCS et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions de l'article 45 du CCAG-FCS.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les autres obligations du présent marché, l'acheteur serait en droit de résilier le marché aux torts du titulaire, conformément à l'article 41.1 du CCAG-FCS et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions de l'article 45 du CCAG-FCS.

Dans les cas où la décision de résiliation ne peut intervenir qu'après qu'une mise en demeure notifiée au titulaire soit restée infructueuse conformément à l'article 41.2 du CCAG-FCS, celle-ci est adressée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal et est assortie d'un délai.

Le marché résilié est liquidé dans les conditions de l'article 43 du CCAG-FCS.

#### **14.2. Changements de situation au regard des interdictions de soumissionner**

En application de l'article L. 2195-4 du CCP, si le titulaire du présent marché se retrouve placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du même texte ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, l'acheteur peut résilier le présent marché pour ce motif.

La résiliation prend effet à la date indiquée dans la décision de résiliation notifiée au titulaire par l'acheteur. La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

#### **14.3. Manquement constaté par la CJUE**

En application de l'article L. 2195-5 du CCP, lorsque le marché public n'aurait pas dû être attribué à un opérateur économique en raison d'un manquement grave aux obligations prévues par le droit de l'Union européenne en matière de marchés publics qui a été reconnu par la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) dans le cadre de la procédure prévue à l'article 258 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, il peut être résilié par l'acheteur.

La résiliation prend effet à la date indiquée dans la décision de résiliation notifiée au titulaire par l'acheteur. La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

## **XV. DIFFERENDS ET LITIGES**

#### **15.1. Règlement amiable**

Les correspondances relatives au présent accord-cadre sont rédigées en français (article 2 de la loi 94-665 du 04/08/1994).

FEI et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre, ainsi que les éventuels différends et litiges nés de l'exécution des prestations.

En cas de différend, FEI et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du Code de la commande publique.

#### **15.2. Procédure contentieuse**

Le droit français est seul applicable.

En cas de litige relatif au présent accord-cadre, le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent à statuer sur l'objet du litige, conformément à la législation en vigueur.

## **XVI. DEROGATIONS CCAG**

En application de l'article R. 2112-3 du Code de la commande publique par dérogation aux articles 1 et 1.2 du CCAG-FCS, les articles et dispositions dudit CCAG auxquels déroge le présent CCAP sont uniquement mentionnées dans les articles concernés.